



EDK | CDIP | CDPE | CDEP |

Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione
Conferenza svizra dals directurs chantunals da l'educaziun publica

Berne, le 16 mai 2019
330-10 Sa/bop

Monsieur le Conseiller fédéral
Guy Parmelin
Président de la
Conférence suisse des hautes écoles
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

Projet d'ordonnance du Conseil des hautes écoles relative à la coordination de l'enseignement des hautes écoles suisses – prise de position

Monsieur le Conseiller fédéral,

Au nom du Comité de la CDIP, nous vous remercions de l'occasion qui nous est donnée de présenter notre point de vue sur le projet d'ordonnance du Conseil des hautes écoles relative à la coordination de l'enseignement des hautes écoles suisses. Le Comité a discuté du projet d'ordonnance lors de sa séance des 16 et 17 mai 2019 et vous communique ci-après sa position.

L'ordonnance intéresse la CDIP à plus d'un titre. D'une part, le nombre de crédits ECTS (volume des études) est un critère pertinent pour le financement intercantonal, d'autre part la réglementation intercantonale en matière de reconnaissance des diplômes se réfère aux directives de Bologne, que remplace la nouvelle ordonnance. Par ailleurs, l'admission aux études de bachelor se situe à la jonction de ladite réglementation et de l'ordonnance.

1. Définition de la formation initiale (première formation)

Nous faisons remarquer que le Conseil des hautes écoles ne détient pas la compétence de définir la formation initiale (première formation) comme il le fait à l'art. 3, al. 3, de l'ordonnance, au moins en ce qui concerne les accords intercantonaux sur la libre circulation et les bourses d'études cantonales.

Nous proposons donc que l'art. 3, al. 3, se réfère à l'accord intercantonal universitaire (AIU) du 20 février 1997, à l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES), de même qu'à l'accord intercantonal du 18 juin 2009 sur les bourses d'études (concordat sur les bourses d'études), ou alors que cette disposition soit supprimée.

2. Volume des études de master

L'art. 3, al. 1, let. b, prévoit qu'à la différence des autres hautes écoles, les études de master des hautes écoles pédagogiques comprennent un nombre de crédits variable. Une telle flexibilisation est nécessaire, car le volume des études de master dans la formation à l'enseignement au degré secondaire I peut varier selon le modèle de formation et le nombre de disciplines. Il faut toutefois tenir compte du fait que les hautes écoles pédagogiques ne sont pas les seules à dispenser une formation à l'enseignement, mais que diverses universités le font aussi.

Generalsekretariat | Secrétariat général

Haus der Kantone, Speichergasse 6, Postfach, CH-3001 Bern | T: +41 (0)31 309 51 11, F: +41 (0)31 309 51 50, www.edk.ch, edk@edk.ch

IDES Informationszentrum | Centre d'information | T: +41 (0)31 309 51 00, F: +41 (0)31 309 51 10, ides@edk.ch

Nous proposons donc que la portée de l'art. 3, al. 1, let. b, soit étendue aux filières de formation des enseignantes et enseignants.

3. A propos de l'art. 5, admission aux études de bachelor

Compte tenu de la réglementation intercantonale en matière de reconnaissance des diplômes, notamment les règlements de reconnaissance des diplômes d'enseignement et des diplômes des professions scolaires dans le domaine de la pédagogie spécialisée, nous proposons de compléter l'art. 5, al. 1, par un renvoi à la réglementation en matière de reconnaissance des diplômes par la CDIP.

Les explications apportées dans le commentaire sont imprécises, étant donné que le Conseil des hautes écoles ne détient pas de compétence réglementaire générale sur l'admission à la *formation des enseignantes et enseignants*. Au contraire, la compétence réglementaire du Conseil porte uniquement sur l'admission aux *hautes écoles pédagogiques*. Le renvoi à la réglementation en matière de reconnaissance des diplômes par la CDIP, comme le Conseil des hautes écoles l'a laissé entrevoir le 23 novembre 2018 en se fondant sur la compétence octroyée par l'art. 24 de la LEHE, ne couvre pas tout l'éventail des conditions d'admission possibles.

Pour toutes ces raisons, l'art. 5, al. 1, devrait être complété de la manière suivante: «L'admission au premier cycle d'études dans les hautes écoles et les autres institutions du domaine des hautes écoles est réglée aux art. 23 à 25 LEHE. *Les formations qui sont de la compétence réglementaire de la CDIP sont régies par les dispositions de la réglementation intercantonale en matière de reconnaissance des diplômes.*» En l'absence d'un tel complément, les hautes écoles seront confrontées à des dispositions divergentes et parfois contradictoires en matière d'admission.

En vous remerciant de prendre connaissance de nos observations, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de notre haute considération.

Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

Au nom du Comité:



Silvia Steiner
présidente



Susanne Hardmeier
secrétaire générale

Copie:
Membres de la CDIP